



IHEDATE

L'État est-il toujours maître des horloges ?

Recentraliser pour sauver l'Italie ?

Tommaso Vitale

Sciences Po

Centre d'études européennes

« Cities are back in town » program

tommaso.vitale@sciences-po.fr

Le rapport Etat – territoires en Italie.

Du conflits dissuasifs à la gouvernance multi niveaux?

- Un Etat délabré?
- Les rêves des année 1992-3
- La deuxième République
- Caractères du Berlusconisme
- Le conflit Etat-Régions
- Le gouvernement Monti
- Les défis
- Perspectives sur la régulation des territoires

Les problèmes de longue durée

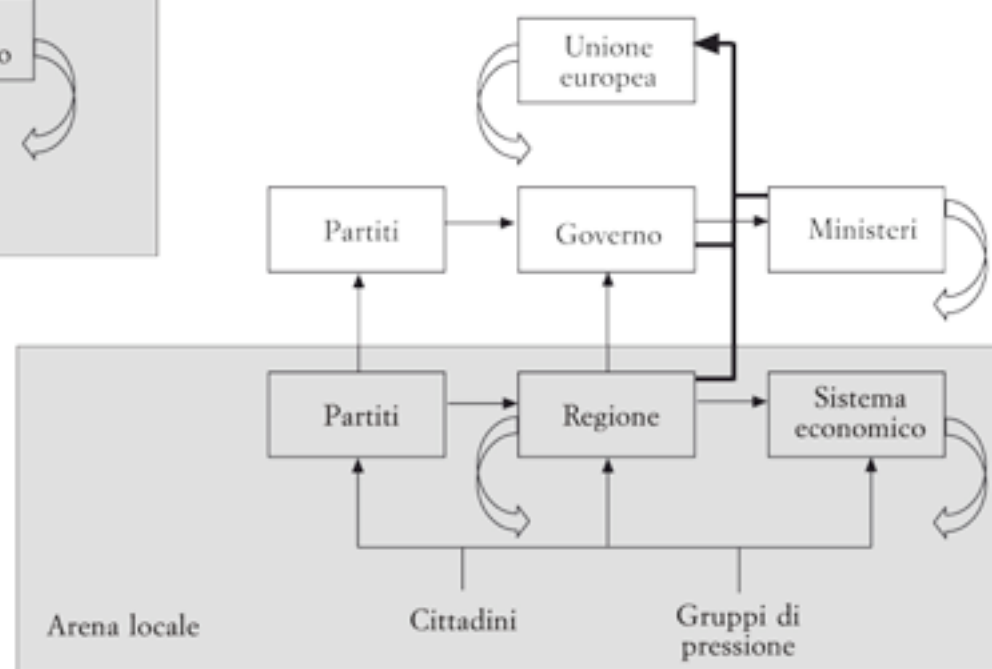
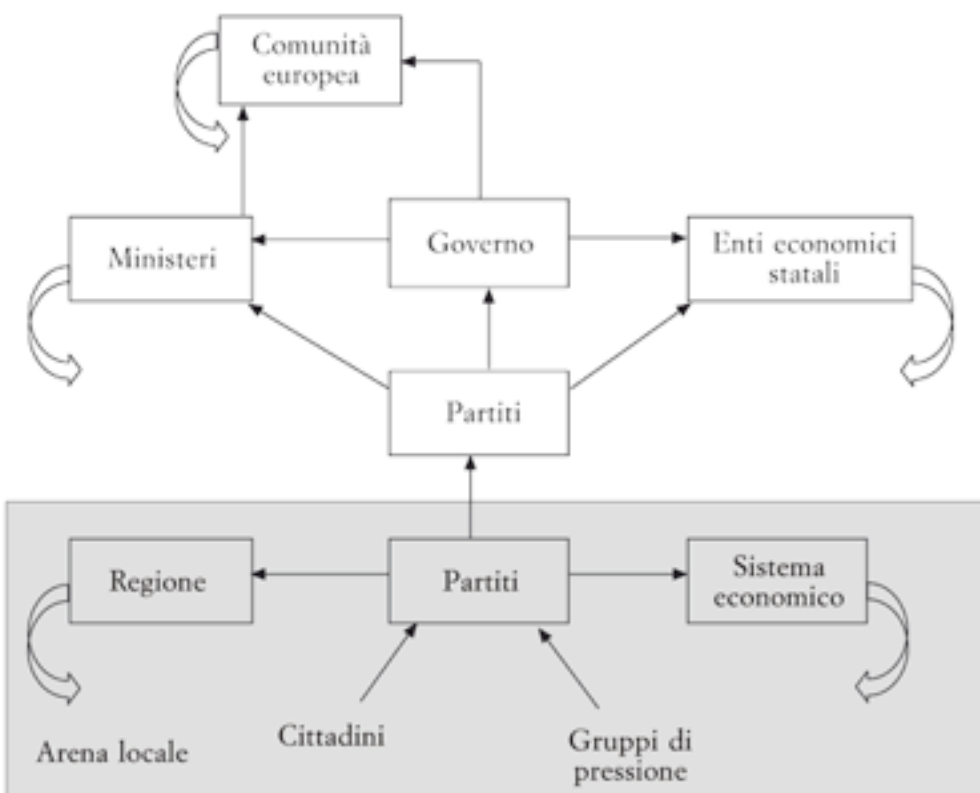
- Une basse recette fiscale et une forte tendance à la fraude
- Faible autonomie de la politique des groupes d'intérêt (y compris la criminalité organisée)
- Fort dualisme territorial Nord-Sud
- Une justice civile pas efficiente
- Corruption
- Faible quantité de titulaires d'un diplôme universitaire dans le Nord
- Haut taux de chômage des jeunes
- Basse natalité
- Faible protection des personnes dépendantes
- Forts déséquilibres dans les charges de soin

Les rêves qu'on a fait dans le passage à la deuxième République (1992-1993)

- Renforcer l'administration publique
- Renforcer les synergies entre société civile et administration
- Discipliner les partis politiques
- Territorialiser pour 1) intégrer, 2) moderniser et 3) profiter des potentiels de développement
- Grande réforme: l.81/1993

La soi-disante deuxième République

- Faible autonomie de l'administration publique
 - Difficulté à distinguer entre administration publique et partis politiques
- Fort control politique sur les *utilities* et sur les entreprises publiques
- Rôle majeur des exécutifs
- Un certain niveau de « cartellisation » de la part des partis
- Régionalisation (et caractère monocratique des "Governatori")
- Pas des "bottom up": experimentation sans innovation



L'échec du Berlusconiisme

- Le durcissement des maux traditionnels du système productif italien
- Incapacité de défendre le *Made in Italy* entrepreneurial
- Pas de coordination et complémentarité avec les BRICS
- Faible rôle dans la Méditerranée
- Image et crédibilité de l'Italie à l'extérieur
- *Forte* hausse de la dette publique
- Surtout, un fort conflit Etat-Régions:
 - pas de coordination partisane;
 - forte augmentation de la conflictualité dans la Conférence Etat-Régions (paralyse)

Derrière le conflit Etat-Régions

- Une incapacité de médiation et de représentation des intérêts territoriaux à niveau national (crise des « chaînes verticales »)
- Une crise de la forme « parti personnel »
- Une grande confusion + pouvoirs discrétionnaires dans la décentralisation des contrats de travail et de la Protection Sociale
- Une basse efficacité des réformes participatives des politiques publiques à niveau local
- Variété + compétitivité
- Une basse efficacité du contrôle et de l'autorité verticale
- Une basse efficacité d'une coordination économique uniquement locale des entreprises
- Une crise des rapports Etat-territoires

Le gouvernement Monti

- Une technocratie très politique (aucun nouveau personnage)
- La question du « Mezzogiorno »
- Forte « recentralisation » nationale et fin du débat sur le fédéralisme
- contrôle sur les dépenses régionaux de la part de la Corte des comptes
- IMU
- Récession économique

Le système politique

- Aucune capacité du système politique italien à se reformer, à changer la loi électorale, à changer la loi sur le financement public aux partis, à changer les relations entre élus locaux et élus nationaux, et donc la représentation des intérêts territoriaux.
- la question septentrionale;
- la représentation des classes populaires et des entrepreneurs et les travailleurs autonomes par la droite, la gauche les salariés et les employés et les

L'épreuve du vote 2013

- La Ligue n'a pas passé l'épreuve du gouvernement régional au Nord (Piémont - 64% et Veneto - 61%)
- En Lombardie la droite a gagné tout, mais Pdl et Lega ont perdu le 43 et le 45% des votes du 2008. Le PD a perdu le 15%.
- L'échec de la gauche: le PD a perdu 3.400.000 votes (-28%).
- Le PD n'a pas passé l'épreuve du gouv. régional au Sud (Puglia - 44,8%, Basilicata et Calabria -39,4%, Abruzzo -36,5%).

Grillo, + 25,5%

- Revendications de la centralité du « local »
- écoute des classes moyennes,
- très forte présence au Sud 33,8%, Nord 24,7%
- Il gagne dans les petits centres historiques.
- Comme la DC et le PCI, le M5S a une structure interclassiste. PD et PDL ont perdu leur claire structure sociale. M5S prend des votes partout, dans les communes riches et pauvres.
- Pd et Pdl ont perdu plus de votes où le secteur associatif est plus fort (et donc les estimations du capital social) et où il y a plus des jeunes (moins d'âgés).

Les défis de *recomposition* de l'Etat Italien

- Une analyse partagée : reformer 1) la protection sociale et 2) le marché du travail et 3) la loi électorale et 4) le parlement
- ... mais...
- Les conflits centre-périphérie et leur effets dissuasifs ne sont pas considérés

Régulation des territoires

- Le fort conflit centre-périphérie paralyse les capacités de reproduction des PME autant que les problèmes de *political economy* les plus visibles
- Régulation concertée de l'économie à niveau national et territorial (sans coordination entre les deux niveaux)
- Un **conflit dissuasif** : les Régions demandent, l'Etat réduit la régulation *via* incitations; il y a des expérimentations sans innovations

Les perspectives

- Non seulement régulation *via* incitations, mais aussi régulation *des* incitations
- Rôle crucial des Régions et des villes dans la performance économique italienne
- Vers une coopération centre-périphérie dans la mise en œuvre (implémentation) des reformes
- La « *Concertazione* » :
le conflit centre-périphérie concerne *aussi* la façon dans laquelle les acteurs collectifs rentrent dans la régulation du rapport entre Etat et territoires

On connaît bien les critiques...

- Les Régions et les territoires n'ont pas
 - 1) une capacité administrative et
 - 2) une autonomie du politique suffisantes ...
- ...pour coopérer à la modernisation du Pays
- ... mais sans leur participation rien ne arrive

Un Parlement fédéral?

- Forte coupure Etat - territoires
- Actuellement, le point n'est pas la définition de pouvoir clairs pour chaque niveau de gouvernement
- (Au moins, pas seulement et pas vraiment)
- Mais la vraie question est la possibilité de coopération entre Etat central et territoires pour aborder les problèmes,
 - et cela avec un ordre précis de priorités
- Pas une formule magique, mais en tout cas un mécanisme fondamental de blocage